

COMPTE RENDU **du Conseil Municipal**

SÉANCE DU 25 FEVRIER 2011

L'an deux mil onze, le vingt cinq février à 20 heures 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.

Présents : M. LOUSTALET, Maire –

MM. MAISONNAS, TRACLET, MANIE, Adjoints

Mme BORREL-JEANTAN

MM. ABBOU, BALOUZET, CAPLAT, COTE, DENIS, GUILLARD, PRUDON

Pouvoirs : Mme DIDIER (pouvoir à M. PRUDON)

Mme GAUTHIER (pouvoir à M. MANIE)

M. GRUMET (pouvoir à M. LOUSTALET)

Secrétaire de séance : M. CAPLAT

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Le compte rendu de la séance précédente est adopté.

2. C. C. M. P.

a) Centre aquatique

Mr le Maire informe qu'il a visité en présence de certains élus, les bases du chantier du centre aquatique. Il confirme la tenue du planning de l'ouverture de cette structure pour novembre 2011. Par ailleurs, il informe que le choix du Déléataire de Service Public – exploitant du Centre Aquatique – est la société Vert Marine qui est le leader sur le marché français.

b) Finances

Le Conseil Communautaire a validé :

- la subvention à l'institution Joséphine Guillon à hauteur de 300.000 €.
 - Le transfert de compétence du tènement pour le terrain de football synthétique basé à St Maurice de Beynost.
 - Mr le Maire rappelle qu'il restera à chaque commune, la charge de se prononcer dans les mêmes termes que ceux adoptés par le conseil Communautaire sur ce transfert de compétence.
- Cette installation appelle plusieurs commentaires de la part des Elus de Thil. Ils s'inquiètent du fait que ce stade soit attribué à une association en particulier et non à un ensemble de clubs sportifs.

.../...

Mr Traclet demande si la commune de Thil pourra profiter de ce terrain de football.

Mr le Maire lui répond dans la négative et confirme que ce terrain est mis à disposition du Club d'intérêt communautaire Ain Sud Foot.

Mr le Maire rappelle qu'il a rencontré en début d'année Mr Bourgeon (Président de Ain Sud Foot). Ce dernier se propose de présenter son association aux Elus de Thil préalablement à la tenue du vote sur le transfert de compétence.

c) Commission Voirie

Mr le Maire confirme que le 10 mars prochain, la commission Voirie de la CCMP se réunira concernant le financement des demandes d'investissement 2011 / 2014 en matière de voirie.

3. DELIBERATION N° 11/02/01 : ELECTION D'UN DELEGUE A LA COMMISSION VOIRIE SECURITE CADRE DE VIE

Sur proposition de Monsieur Vincent TRACLET, 3ème Adjoint en Charge de la Voirie, Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal la candidature de Monsieur Dominique BALOUZET à la Commission Voirie Sécurité Cadre de vie.

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé du Maire,

- A élu, Monsieur Dominique BALOUZET à la Commission Voirie Sécurité Cadre de vie.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

4. VEHICULE COMMUNAL

Mr Maisonnas expose que compte tenu de la vétusté du camion communal, il s'avère nécessaire de le remplacer.

DELIBERATION N° 11/02/02 : ALIENATION ET ACQUISITION D'UN VEHICULE COMMUNAL

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2122-22,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 1^{er} avril 2008 donnant au Maire délégation pour traiter certaines affaires relevant normalement de l'Assemblée communale,

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il convient de remplacer le camion MASCOTT de la commune par un véhicule neuf.

La société BERNARD TRUCK de Bourg en Bresse propose :

- la reprise du véhicule MASCOTT dont la date de première mise en circulation est le 20 mars 2000 pour un montant de 7.176 € TTC.
- La location avec option d'achat d'un véhicule RENAULT MASTER 125.35 CC L3 PFL « C » E4 P-MJ neuf d'une valeur de 35.005,72 € TTC (29.269 € HT) tous frais, contrat d'entretien et options compris.

Cet achat sera financé par un crédit bail sur cinq ans auprès de la société Renault Truck Financement à Bourg en Bresse,

Le Conseil, après en avoir délibéré,

.../...

- Accepte la reprise du véhicule communal MASCOTT (7.176 € TTC) ainsi que le devis de la Société BERNARD TRUCK de Bourg en Bresse pour le remplacement du véhicule communal par un RENAULT MASTER (35.005,72 € TTC),
- Autorise Mr le Maire à signer le contrat de crédit bail avec la société Renault Truck Financement à Bourg en Bresse
- Dit que cette recette sera portée au budget principal 2011 (chapitre 024/Investissement)

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

5. DEMOUSTICATION

Mr Maisonnas expose au Conseil que le coût de participation pour la Démoustication est croissant d'année en année. La cotisation représentant une forte somme, il propose que la commune se retire du plan de démoustication.

Mr Prudon craint que si toutes les communes font la même démarche, il y ait prolifération de moustiques avec le risque de maladie que cela pourrait générer.

DELIBERATION N° 11/02/03 : DEMOUSTICATION

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que depuis plusieurs années, la commune participe à la lutte contre les moustiques dans le Département en versant une participation à l'Entente Interdépartementale Rhône-Alpes pour la Démoustication dont le siège est à Chindrieux (Savoie).

Il fait part d'un courrier de l'E.I.D. l'informant de la disparition complète de toute subvention du Conseil Régional Rhône-Alpes et du montant de la participation de la commune qui s'élève à 4.544,04 € pour l'année 2011 (3.214,29 € en 2010).

Le Conseil,

Oùï les explications de Monsieur le Maire,

. Considérant la forte augmentation de la participation demandée,

- Décide de se retirer de l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication et de ne plus participer financièrement à la démoustication.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

6. DELIBERATION N° 11/02/04 : ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET MANDATEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

M. le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales :

.../...

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars ou jusqu'à la date mentionnée au premier alinéa de l'article L 4311-1-1 pour les régions, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, ou jusqu'au terme de la procédure par l'article L 4311-1-1 pour les régions l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Le présent article s'applique aux régions, sous réserve des dispositions de l'article L 4312-6.

Par ailleurs M. le maire rappelle les dispositions de l'article 108 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 qui modifient l'article 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 :

Par dérogation aux dispositions du I de l'article 1639 A du code général des impôts et du premier alinéa de l'article L 1612-2 du code général des collectivités territoriales, la date limite de vote des budgets et des taux des collectivités territoriales est reportée au 15 avril pour l'exercice 2010 et au 30 avril pour l'exercice 2011.

Montant budgétisé - dépenses d'investissement 2010 : 123.696 €
(Hors chapitre 16 « Remboursement d'emprunts »)

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de 30.924 € ($< 25\% \times 123.696 \text{ €}$).

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes :

Opération 89 : Acquisition matériel Ecole

- Matériel et mobilier 4.500 € (art. 2184 / 2188)

Opération 90 : Groupe Scolaire

- Fourniture + pose chauffe eau 885 € (art. 2135)

Opération 103 : Matériel Mairie

- Tableau Mairie 175 € (art. 2161)

- Panneaux électoraux 1.500 € (art. 2188)

- Onduleur 120 € (art. 2183)

.../...

Opération 117 : Matériel Voirie

- Boules illuminations Voirie 1930 € (art. 21578)
- Acquisition tondeuse 1.800 € (art. 2158)
- Matériel divers 300 € (art. 215)

Opération 133 : Travaux Eglise

- Fourniture + pose chauffage Salle catéchisme 1400 € (art. 2158)

Total : 12.610 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide d'accepter les propositions de M. le Maire dans les conditions exposées ci-dessus pour un montant de 12.610 euros.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>1</i>

7. PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) :

Mr Manié informe qu'un Projet Urbain Partenarial a été présenté par un promoteur à l'appui d'un projet d'aménagement d'un lotissement instruit par la Commission Urbanisme.

Monsieur Manié rappelle qu'un Projet Urbain Partenarial est une nouvelle disposition du Code de l'urbanisme ((articles L332-11-3 et L 332-11-4) est un contrat entre une commune et un aménageur/promoteur et vise à permettre de financer les équipements collectifs ou les aménagements communaux nécessités par l'opération.

A ce jour, le projet n'est pas encore suffisamment consolidé pour en débattre de façon efficace, Monsieur Manié propose de revenir sur l'ensemble du dossier dès la complétude des termes du projet.

8. QUESTIONS DIVERSES

DISPOSITIF D'ALERTE :

Mr Caplat informe que la semaine prochaine se tiendront les démonstrations de deux dispositifs d'alerte à la population. Le premier est celui qui a été adopté par les communes de Balan et de Niévroz ainsi qu'à la Préfecture de l'Ain ; le second est celui en vigueur sur la commune de St Etienne et la Préfecture du Gard.

Ces systèmes permettent de gérer par anticipation tous les types d'alerte à la population et de prévenir cette dernière via différents medias (appels téléphoniques, sms, courriel).

A l'issue de ces démonstrations, une présentation détaillée et comparative sera faite aux élus avant de solliciter leur avis pour la mise en place d'un tel dispositif qui est l'un des moyens de communication du Plan de Sauvegarde communal.

SYNDICAT DU CANAL DE MIRIBEL :

Mr Prudon demande que la Municipalité reçoive Mme Catherine PETIT (Service de l'Eau au Syndicat du Canal de Miribel).

GENS DU VOYAGE :

Mr le Maire informe que le 23 février dernier, il s'est rendu en présence du Sénateur, Conseiller Général et plusieurs Maires, au Grand Parc. Mr Berthou (Sénateur-Maire) propose que le terrain retenu pour l'aire de grand passage des gens du voyage, soit le terrain (situé sur la commune de St Maurice de Beynost) qui jouxte le Grand Parc. Une réunion avec les services de la Préfecture doit être organisée sur ce sujet à la CCMP au plus tard début avril prochain.

INFORMATIONS DIVERSES :

Mrs Traclet et Prudon se sont rendus à une réunion au Grand Parc pour la préparation de la journée « Destination Nature » du 15 mai prochain.

L'ordre du jour étant épuisé,
La séance est levée à 21 h 50.